(DR)

L'ÉDITO de MICHÈLE COTTA

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

Le spectre d'une faible participation

Par quelque bout qu'on les prenne, et depuis plusieurs mois déjà, les futures élections départementales et régionales ont tout du casse-tête pour l'exécutif. Elles avaient déjà été reculées une première fois : prévues en mars, elles avaient été jugées incompatibles avec la forte circulation de l'épidémie en France. C'est donc à Jean-Louis Debré, ancien président du Conseil constitutionnel, que le gouvernement avait confié la mission de proposer une autre date, pas trop proche, mais pas non plus trop éloignée, qui recueille l'assentiment de l'ensemble de la classe politique. Ce qui fut fait : le report du premier et du second tour a été fixé, avec l'accord du Parlement, aux 13 et 20 juin prochains. Mais voilà, le virus étant toujours présent sur le sol national, que tout se complique à nouveau, au point qu'à l'intérieur même de la majorité comme de l'opposition, les avis divergent et le ton, une fois de plus, monte.

En fait, aujourd'hui, pour le gouvernement et le Président, il n'existe que des mauvaises solutions. Les organiser dans dix semaines, après, espérons-le, la fin du troisième confinement, ne sera pas chose commode : les maires, à leur tour consultés par Jean Castex ce week-end, au grand dam des parlementaires, qui crient à la manœuvre, sont priés de rendre leur copie aujourd'hui. Certains font valoir que l'organisation en sera bien compliquée : assurer la sécurité sanitaire des électeurs, garantir celle des personnels en charge des opérations électorales, cela exige une réelle mobilisation au moment où bien des élus se préoccupent surtout de l'accélération des campagnes de vaccinations. Et puis, beaucoup ont en tête, et le gouvernement aussi, évidemment, les reproches faits à Édouard Philippe pour avoir maintenu contre vents et marées en mars 2020, à la veille du premier confinement, la tenue du premier tour des élections municipales.

« En fait, aujourd'hui, pour le gouvernement et le Président, il n'existe que des mauvaises solutions. »

Alors, les reporter à la rentrée, comme le souhaite une partie de la majorité, avec François Bayrou ? Difficile aussi. L'opposition, de gauche et de droite, à quelques exceptions près, est hostile à un nouveau délai : socialistes et LR détiennent aujourd'hui le plus grand nombre des grandes régions, et veulent faire le plus vite possible la démonstration de la résistance du « vieux monde » face à La République en Marche, en manque d'implantation locale.

Mais le risque en est évident : l'abstention aux municipales l'an dernier fut historique. Aujourd'hui, le risque de voir les électeurs délaisser les urnes est plus grand encore. Le seul vrai danger est l'affaiblissement de la participation, donc de la démocratie, car, la pure arithmétique électorale le laisse prévoir, quoi qu'il en soit, en juin ou en septembre, les résultats seront les mêmes.